

(N° 178)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1908.

Établissement d'un droit d'entrée sur le sel raffiné.

*Pétition de raffineurs de sel de différentes localités du pays,
présentée le 12 février 1907, n° 2686.*

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1),
PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Les sauniers belges jettent de nouveau des cris de détresse : leur industrie, périssant en 1901, reste dans une situation de plus en plus précaire et de nouveau ils s'adressent à la législature pour obtenir l'établissement d'un droit d'entrée de 1 franc par 100 kilogrammes *sur le sel raffiné étranger*.

Il faut noter que, comme en 1901, il ne s'agit que d'un droit de balance sur le sel raffiné seul, le sel brut restant exempt de droits.

En 1901 la Commission de l'Industrie fut saisie de cette pétition et émit un vote favorable à l'imposition demandée, d'un droit de 1 franc par 100 kilogrammes de sel raffiné, les sels raffinés mais dénaturés de même que les sels bruts et égrugés restant exempts de droits.

La situation de l'industrie saunière en Belgique a été exposée dans un rapport, présenté au nom de la Commission de l'Industrie, le 31 mai 1901 (n° 181), qu'il est nécessaire de revoir pour se faire une idée exacte de l'industrie saunière en Belgique.

(1) La Commission permanente de l'Industrie, présidée par M. DE WINTER, est composée de MM. MAENHAUT, secrétaire, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DE BECKER REMY, DUQUESNE, FERON, FLÉCHET, HUBERT, HUBIN, VAN LANGENDONCK et VERHAEGEN.

La situation ne s'est pas améliorée depuis lors. Le prix du sel brut s'est élevé de fr. 11.50 à fr. 12.50 les 1,000 kilogrammes. Donc augmentation de 1 franc par 1,000 kilogrammes sur la matière première, augmentation qui se répercute sur le produit fini.

Voici comment s'établit le prix de revient par 100 kilogrammes :

Sel brut, chlorure de sodium	fr.	1 50
Chlorure, 55 kilogrammes à 22 francs la tonne		1 10
Main-d'œuvre et frais divers.		1 00
TOTAL.		3 60
Deux sacs de toile pour 100 kilogrammes de sel		0 56
Transport en Belgique		0 40
TOTAL.		4 56
Les sels belges ordinaires se vendent à un prix moyen de.		4 00
Reste une perte par 100 kilogrammes de		0 56
Les sels étrangers raffinés se vendent en gros au prix de		3 60

On voit que le prix de vente des sauniers belges n'a pas changé depuis 1901, il reste toujours à 4 francs par 100 kilogrammes, malgré que le prix de la matière première ait haussé de 1 franc à la tonne ou fr. 0.10 aux 100 kilogrammes.

Les sauniers étrangers ont augmenté leur prix du sel raffiné de fr. 0.30 par 100 kilogrammes, fr. 3.60 au lieu de fr. 3.30, tandis que le prix des sauniers belges est resté stationnaire.

On peut se demander comment l'industrie saunière peut encore vivre, avec un prix de revient qui, pour le *sel ordinaire*, la constitue en perte de fr. 0.50 aux 100 kilogrammes.

La réponse qui m'a été faite est que le prix de 4 francs s'impose pour soutenir la concurrence étrangère, mais que les qualités supérieures de sel se vendant à des prix plus rémunérateurs, la balance se rétablit.

Voici quelles furent les conclusions du rapport de 1901 :

« On voit par ce qui précède, qu'à moins d'être protégée par un droit d'entrée, que les sauniers belges fixent à 1 franc par 100 kilogrammes, l'industrie saunière est condamnée à disparaître de la Belgique.

» Si elle disparaît, le marché belge du sel se trouvera à la merci des fluctuations d'intérêts d'une industrie étrangère, favorisée chez elle et constituant une sorte de monopole.

» En effet, cette industrie est représentée en Belgique par deux syndicats, dont la concurrence ne sera contrebalancée par aucune industrie locale.

» La question se pose donc ainsi :

» 1° Faut-il laisser périr une industrie, plutôt que de faire fléchir en sa faveur le principe du libre échange ;

» 2° Faut-il laisser le marché belge du sel à la merci d'un monopole étranger ?

» Nous avons vu :

» 1° Que l'industrie saunière occupe 208 ouvriers fixes et 293 temporaires; qu'elle paie 242,310 francs de salaires, et que les installations sont évaluées à 1,215,000 francs;

» 2° Que les industries spéciales (mégisserie, conserves alimentaires, salaison du beurre, savonnerie) consommant du sel raffiné, n'en consomment que des quantités relativement faibles et emploient, au moins en grande partie, du sel belge;

» 3° Que l'imposition d'un droit de 1 franc aux 100 kilogrammes n'augmentera pas nécessairement les prix de vente au détail, qui laissent une large marge de bénéfice aux détaillants, et que, en admettant même sa répercussion absolue sur le prix de détail, il ne grèvera sensiblement ni la consommation ménagère, ni la consommation des industries spéciales, tandis que la disparition de l'industrie saunière livrera le marché belge à la merci d'intérêts étrangers.

» La Belgique est évidemment un pays qui vit d'exportation. Elle doit faire pénétrer ses produits au delà des frontières des nations voisines et, par conséquent, elle ne peut, sous peine d'inconséquence, leur fermer les siennes.

» Mais dans le cas présent elle se trouve, sauf à l'égard de l'Angleterre, vis-à-vis de Gouvernements qui lui ferment leurs frontières et même qui encouragent indirectement leurs nationaux à faire en Belgique une concurrence extra-industrielle.

» On dira qu'en Belgique, par suite de cette nécessité de vivre d'exportation, il faut favoriser tout ce qui peut se maintenir à bas prix, tout spécialement les objets de consommation de première nécessité.

» Mais d'autre part, si l'industrie saunière disparaissant de Belgique, le marché du sel se trouve livré sans concurrence à un monopole étranger, est-on sûr d'atteindre le but de maintenir le sel à bas prix?

» Et la crainte d'un mal ne va-t-il pas nous faire tomber dans un pire?

» M. le Ministre des Finances a dit qu'il ne combattrait pas l'établissement du droit demandé de 1 franc par 100 kilogrammes, mais à la condition qu'on trouve le moyen d'exonérer le sel raffiné employé dans l'industrie.

» D'après ce qui vient d'être exposé, la quantité de sel raffiné étranger, consommé dans les industries spéciales, telles que conserves alimentaires, salaison du beurre, mégisserie, tannerie, commerce des peaux, savonnerie, doit se réduire à fort peu de chose et n'influe pas sensiblement sur les prix de revient.

» La plus grande partie du sel raffiné par ces industries serait du sel de qualité spéciale, fabriqué en Belgique.

» Certaines de ces industries pourraient employer des sels dénaturés, qui seraient exempts de droits.

» Cette question pourrait du reste être complètement élucidée par une enquête que M. le Ministre des Finances pourrait faire faire par ses fonctionnaires spéciaux.

» La conclusion de la Commission permanente de l'Industrie serait donc favorable à l'imposition demandée d'un droit d'entrée de 1 franc par 100 ki-

logrammes de sel raffiné. Les sels raffinés mais dénaturés, de même que les sels bruts ou égrugés restant exempts de droits. »

Aucun acte législatif ne fut posé à la suite de ce rapport, qui, porté plusieurs fois à l'ordre du jour de la Chambre, finit par être définitivement écarté.

Il faut bien l'avouer, lorsqu'on parle d'un impôt sur le sel, immédiatement se dresse le spectre de la gabelle, et cet impôt, si léger qu'il soit, personnifié par la gabelle, ne trouve guère de défenseurs.

Il y a cependant dans les conclusions du rapport de 1901 des considérants qui méritent quelque attention.

Il y a là une industrie qui vitote et qui est menacée de disparaître.

Il y a là une population ouvrière menacée de perdre son gagne-pain.

D'autre part, que demande-t-on pour conserver la vie à cette industrie? Un droit d'entrée qui ne modifiera que peu, ou même pas du tout, le prix au détail de la denrée alimentaire.

L'objection tirée de l'emploi du sel raffiné dans quelques industries ne tient pas. Ce sel raffiné est un produit spécial, d'un prix relativement élevé, et qui s'achète de préférence en Belgique.

En tous cas, le sel raffiné dénaturé peut rester exempt de droits.

Enfin, d'après la pétition remise par les sauniers en 1907, nous voyons que le commerce du sel en Belgique est à la merci d'un trust de sauniers étrangers qui leur mesurent les quantités de matières premières et qui, forts des prix rémunérateurs qu'ils obtiennent chez eux, font à nos sauniers une concurrence extra-industrielle.

En France le sel raffiné se vend à	70	francs les 1,000 kil.
En Angleterre	—	37 —
En Allemagne	—	35 —
En Hollande	—	42.50 —
En Belgique le sel étranger	36	—
— le sel belge	40	—

Ce fait concerne surtout la France, car dans les autres pays les prix sont sensiblement les mêmes qu'en Belgique, surtout si l'on tient compte des frais de transport.

Conclusion de la Commission de l'Industrie.

La Commission s'en rapporte à ses conclusions du rapport de 1901 cité plus haut et émet le vœu de voir le Gouvernement faire faire, par ses fonctionnaires, une enquête sérieuse sur la situation de l'industrie saunière.

Le Rapporteur,
JULES DALLEMAGNE.

Le Président,
JEAN DE WINTER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1908.

Invoerrecht op geraffineerd zout.

*Verzoekschrift van zoutraffnadeurs uit verschillende plaatsen des lands,
ingezonden den 12ⁿ Februari 1907, n^o 2686.*

VERSLAG

UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE, NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE
VOOR DE NIJVERHEID ⁽¹⁾.

MIJNE HEEREN,

Andermaal doen de Belgische zoutzieders een noodkreet hooren : hunne nijverheid, die in 1901 slabbakte, verkeert in een steeds neteligeren toestand, en zij wenden zich opnieuw tot de Welgevende Kamers om te verkrijgen dat een invoerrecht van 1 frank per 100 kilogram zou worden gelegd op *uitheemsch geraffineerd zout*.

Er valt op te merken dat het, evenals in 1901, niets anders geldt dan een balansrecht op geraffineerd zout alleen, het ruw zout onbelast blijvend.

In 1901 werd dat verzoekschrift onderworpen aan de Commissie voor de Nijverheid en deze verklaarde zich voor de aangevraagde belasting van 1 frank per 100 kilogram op geraffineerd zout, terwijl geraffineerd doch oneetbaar gemaakt zout, evenals ruw en fijngestampt zout vrij van rechten zouden blijven.

De toestand der zoutnijverheid in België werd uiteengezet in een verslag, namens de Commissie voor de Nijverheid uitgebracht op 31 Mei 1904 (n^o 181) en het is noodig dit stuk te overzien, om een nauwkeurig begrip te hebben van de zoutziederij in België.

(1) De Bestendige Commissie voor de Nijverheid bestaat uit de heeren DE WINTER, voorzitter, MAENHAUT, secretaris, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DE BECKER REMY, DUQUESNE, FERON, FLÉCHET, HUBERT, HUDIN, VAN LANGENDONCK en VERHAEGEN.

De toestand is sedert niet verbeterd. De prijs van het ruw zout klom van fr. 11.50 tot fr. 12.50 per 1,000 kilo, dat is eene verhooging van 1 frank per 1,000 kilo op de grondstof, welke verhooging invloed heeft op het gezuiverd zout.

Ziehier de kostende prijzen per 100 kilo :

Ruw zout, sodiumchlorzuur	fr.	1 50
Chloorzuur, 55 kilo tegen 22 frank per ton		1 40
Bewerking en andere kosten.		1 00
TOTAAL. . . fr.		3 60
Twee lijnwaden zakken voor 100 kilo zout		0 56
Vervoer in België		0 40
TOTAAL. . . fr.		4 56
Het gewoon Belgisch zout wordt gemiddeld verkocht tegen		4 00
Blijft dus per 100 kilo een verlies van		0 56
Het vreemd gezuiverd zout wordt in 't groot verkocht tegen		3 60

Men ziet het, de verkoopprijs bij de Belgische zoutzieders is niet veranderd sedert 1901 : hij blijft altijd bepaald op 4 frank per 100 kilo, alhoewel de prijs der grondstof 1 frank per ton of fr. 0.10 per 100 kilo is gestegen.

De vreemde zoutzieders hebben den prijs van het gezuiverd zout met fr. 0.50 per 100 kilo verhoogd, dat is fr. 3.60 in stede van fr. 3.30, terwijl de prijs der Belgische zoutzieders onveranderd is gebleven.

Men kan zich afvragen hoe de zoutziederij het nog kan volhouden met een inkomprijs die voor het *gewoon zout* een verlies van fr. 0.50 per 100 kilo geeft.

Het mij gegeven antwoord komt hierop neer : de prijs van 4 frank is onvermijdelijk om te kunnen kampen tegen vreemde mededinging, maar aangezien de zoutsoorten van de beste hoedanigheid tegen winstgevendsten prijs worden verkocht, bestaat er evenwicht.

Ziehier het besluit van het verslag van 1901 :

« Uit bovenstaande blijkt dat, worden de Belgische zoutzieders niet beschermd door een recht dat zij bepalen op 4 frank per 100 kilogram, hunne nijverheid uit België verdwijnen moet.

» Zoo ja, dan is de Belgische zoutmarkt onderhevig aan 't wisselvallig belang van eene uitheemsche nijverheid, in haar land begunstigd en als 't ware een monopolie genietend.

» Trouwens, in België wordt zij vertegenwoordigd door twee syndicaten, tegen welker mededinging geene plaatselijke nijverheid opwegen kan.

» Dus dient de vraag te worden gesteld :

» 1^o Mag men eenen nijverheidstak liever laten uitsterven dan af te wijken van het beginsel van vrijhandel?

» 2^o Mag de Belgische zoutmarkt afhangen van een uitheemsch monopolie?

» We weten :

» 1^o Dat de zoutnijverheid 208 bestendige en 293 tijdelijke werklieden heeft, 242,310 frank aan loon betaalt en dat hare inrichtingen op 1,213,000 frank worden geraamd;

» 2^o Dat bijzondere nijverheidstakken (zeemtouwerij, verduurzaamde eetwaren, inmaken van boter, zeepziederij) slechts weinig gezuiverd zout bezigen en dan nog ten minste grootendeels Belgisch zout;

» 3^o Dat 1 frank recht per 100 kilogram niet noodzakelijk den verkoopprijs in 't klein zal verhoogen, die toereikende winst aan den winkelier overlaat, en dat het, zelfs in de veronderstelling van volstrekten invloed op den prijs in 't klein, niet gevoelig wezen zal voor huiselijk verbruik, noch voor sommige nijverheidstakken; terwijl het verdwijnen van de zoutnijverheid de Belgische markt aan uitheemsch belang overlevert.

» Voorzeker leeft België van uitvoer. Zijne voortbrengselen moeten over de grenzen van naburige landen gaan; bijgevolg mag het, zonder met zich zelf in strijd te wezen, de zijne voor die volken niet sluiten.

» Doch hier staat het, behalve voor Engeland, tegenover Regeeringen die hare grenzen voor ons land sluiten en zelfs onrechtstreeks hare landgenooten aanzetten in België buiten nijverheidsgebied om den voorrang te dingen.

» Wel kan gezegd worden dat in België, ten gevolge van dien noodwendigen uitvoerhandel, alles wat inzonderheid eerste verbruiksvoorwerpen goedkoop kan houden, dient te worden bevorderd.

» Doch moest, anderzijds, de zoutnijverheid uit België verdwijnen en ware bijgevolg de markt zonder mededinging aan een uitheemsch monopolie overgeleverd, kan dan het beoogde doel — goedkoop zout — met zekerheid worden bereikt?

» En zal vrees voor een kwaad ons in geen erger doen vervallen?

» De heer Minister van Financiën verklaarde dat hij het gevraagde recht van 1 frank per 100 kilogram niet bestrijden zou, mits het middel wordt gevonden om gezuiverd zout voor nijverheidsgebruik vrij van rechten te laten.

» Zooals bewezen werd, moet er slechts weinig uitheemsch gezuiverd zout worden gebezigd in bijzondere nijverheidstakken, als daar zijn verduurzaamde eetwaren, ingemaakte boter, zeemtouwerij, leerlooierij, huidhandel, zeepziederij, zoodat het van geen gevoeligen invloed op de kostende prijzen kan zijn.

» Het meerendeel van het in die nijverheidstakken gebruikte gezuiverd zout zou van bijzondere hoedanigheid en in België vervaardigd wezen.

» Sommige van die nijverheidstakken kunnen ongenietbaar gemaakt zout gebruiken, en dat zout zou vrij van rechten blijven.

» Overigens, kan dat punt volkomen worden uitgemaakt door een onderzoek van wege bevoegde ambtenaars bij het Ministerie van Financiën. »

Het besluit der Bestendige Commissie voor de Nijverheid zou dus zijn gunstig aan de gevraagde helling van een invoerrecht van 1 frank per honderd kilogram gezuiverd zout. Gezuiverd doch oneetbaar gemaakt zout, evenals ruw of fijingestampt zout blijft vrij van rechten.

De wetgeving bleef werkeloos na overlegging van dit verslag; het kwam herhaaldelijk aan de orde der Kamer en werd ten slotte voorgoed afge-
wezen.

Men moet het wel bekennen : zoodra er van belasting op het zout gesproken wordt, duikt het spook der « gabelle » op, en deze belasting, hoe gering ook, in de « gabelle » belichaamd, vindt geen verdedigers meer.

Nochtans vindt men in het besluit van het verslag van 1901 beweeg-
redenen, die de aandacht waardig zijn.

Wij staan voor eenen nijverheidstak die kwijnt en met den dood wordt bedreigd, voor eene arbeidersbevolking die hare broodwinning ziet te niet gaan.

En wat vraagt men anderdeels om dien nijverheidstak in stand te houden? Een invoerrecht dat den winkelprijs van die eetwaar slechts weinig of hoe-
genaamd niet zal wijzigen.

De opwerping, dat in zekere nijverheidstakken ook gezuiverd zout gebruikt wordt, houdt geen steek. Dit gezuiverd zout is een bijzonder voortbrengsel, dat tamelijk duur is en bij voorkeur in België gekocht wordt.

In elk geval kan het gezuiverd, oneetbaar gemaakt zout vrij van rechten blijven.

Ten slotte, in het verzoekschrift der zoutzieders van 1907 lezen wij dat de zouthandel in België in handen is van een vreemde trust die hun de grondstoffen karig toemeet en, dank de hooge prijzen welke zij te hunnent maken, onze zoutzieders eene door de nijverheid ongeoorloofde mededinging aandoen.

In Frankrijk wordt gezuiverd zout verkocht tegen	70 frank de 1,000 kilo.	
In Engeland	—	37 —
In Duitschland	—	38 —
In Nederland	—	42.50 —
In België, het vreemd zout		36 —
— het Belgisch zout		40 —

Dit feit betreft vooral Frankrijk, want in de andere landen zijn de prijzen nagenoeg dezelfde als in België, vooral wanneer men rekening houdt met de vervoerkosten.

Besluit der Commissie van Nijverheid.

De Commissie verwijst naar haar besluit in het boven vermeld verslag van 1901 en drukt den wensch uit dat de Regeering hare ambtenaren zou belasten met een ernstig onderzoek over den toestand van de zoutziederij.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
JAN DE WINTER.